

RESUME

Les lois sur les conflits armés ont été fondamentalement transformées suite aux attaques terroristes du 11 septembre et à la réponse des Etats-Unis à ces dernières. Cet article traite des aspects légaux et des conséquences résultant de cette transformation.

Les lois sur les conflits armés sont divisées en deux catégories: les lois qui justifient le recours à la guerre (*jus ad bellum*) et celles qui dictent le comportement à adopter pendant la guerre (*jus in Bello*). Selon le droit international le droit de déclarer la guerre a toujours été réservé aux Etats. Le droit des conflits armés n'accorde pas le même privilège aux acteurs internationaux qui ne sont pas des Etats.

Lors de la décolonisation, les mouvements de libération ont bénéficié d'une façon limitée de ce privilège et ils étaient sous la protection de la Convention de Genève de 1949. Cependant, depuis la fin du colonialisme, la communauté internationale hésite d'étendre ce privilège à d'autres acteurs internationaux.

A travers l'histoire du système étatique, de nombreuses initiatives visant à diminuer ce droit ont été prises. Toute fois, tous ces efforts ont échoué. La Ligue des Nations impose une période d'attente obligatoire de six mois avant toute déclaration de guerre mais ceci n'a pas mis fin aux guerres. Le régime de la Ligue des Nations fut abandonné après que plusieurs Etats aient ignoré cette règle en déclarant la guerre à leurs voisins.

La plus grande initiative visant à prévenir la guerre la Charte des Nations Unies. Constitue l'Article 2 (4) de la Charte interdit toute menace toute utilisation de la force dans les relations internationales en vue de violer l'indépendance politique ou l'intégrité territoriale des Etats, et toute utilisation de la force, d'une manière ou d'une autre, qui ne soit pas en accord avec l'objectif poursuivi par les Nations Unies. La Charte ne prévoit que deux exceptions à cette interdiction: l'Article 51, qui reconnaît aux Etats le droit inaliénable de se défendre en cas d'attaque armée, et le Chapitre VII, qui autorise le Conseil de Sécurité à prendre des mesures collectives visant à restaurer la paix et la sécurité dans la communauté internationale.

La Charte représente l'initiative la plus appropriée en matière d'usage de la force. Cependant, la Charte ne régit que les relations entre les Etats et non celles avec les organisations terroristes ou avec d'autres acteurs internationaux non-étatiques.

La Charte donne aux Etats le droit de se défendre en cas d'attaque armée mais elle ne définit ni ce qui constitue une attaque armée ni qui devrait l'initier pour que les Etats puissent exercer leur droit de se défendre. Du fait que la Charte ne régit que les rapports entre les Etats, il est sous-entendu qu'elle n'interdit pas aux Etats de se défendre contre les attaques perpétrées par des groupes des terroristes ou d'autres organisations rebelles. C'est ce point de vue qui est adopté par les E.U. depuis l'attaque terroriste du 11 septembre.

Après les attaques du 11 septembre, le Conseil de Sécurité les a condamnées et a réaffirmé le droit des Etats de se défendre. Le Conseil de Sécurité a également déclaré que toute attaque terroriste menace la paix et la sécurité internationale; Fautes qu'ils a imposé des sanctions économiques contre l'organisation al-Qaeda et exhorté tous les pays à prendre des initiatives visant à éviter que leurs territoires ne soient utilisés pour des opérations terroristes. Le Conseil de Sécurité n'a pas déterminé si les attaques terroristes contre les Etats-Unis étaient des attaques armées dans le contexte de l'Article 51, et elle n'a pas non plus reconnu expressément le droit des Etats-Unis à se défendre.

Immédiatement après les attaques, le Président Bush a déclaré que les Etats-Unis faisaient face à un acte de guerre et avaient donc de ce fait le droit de se défendre. L'OTAN et l'Organisation des Etats américains se sont déclaré solidaires avec E.U. Ces deux organisations ont aussi déclaré qu'il s'agissait d'une attaque armée et qu'ils étaient dès lors tenus à venir en aide aux E.U. pour la défense mutuelle, conformément à leurs accords respectifs. Plusieurs autres pays ont également pris partie pour la position des Etats-Unis.

Un mois après les attaques, les Etats-Unis et certains autres pays ont lancé la campagne militaire contre le régime des Talibans en Afghanistan. Les Etats-Unis n'ont pas sollicité l'autorisation du Conseil de Sécurité avant d'initier leur campagne militaire contre l'Afghanistan, mais suivant ses obligations selon la Charte, ils ont informé le Conseil de Sécurité de ses actions qu'ils ont justifié comme acte de défense sous l'article 51. Le Conseil de Sécurité n'a pas adopté de résolution visant soit à supporter soit à condamner l'action des Etats-Unis, mais le président du Conseil de Sécurité a fait une déclaration dans laquelle l'action des Etats-Unis reçoit son appui.

L'attaque terroriste du 11 septembre ainsi que les mesures militaires des Etats-Unis, qui s'en sont suivies mettent en question le régime de la Charte, et le besoin d'une nouvelle réglementation en matière des conflits armés. Pareil nouveau régime devrait prendre en considération tous les changements intervenus en matière de sécurité au niveau international et le danger posé par des acteurs internationaux non-étatiques, plus particulièrement les organisations terroristes. Le régime des Nations-Unies qui organise les conflits armés fut adopté quand les Etats avaient le monopole de l'utilisation de la force, et les relations internationales n'étaient perçues que comme des relations entre Etats. La fin de la Guerre Froide a créé une nouvelle ère en matière de politique internationale en donnant lieu à un nouveau modèle de sécurité internationale. Ce nouveau modèle en matière de sécurité nécessite aussi une nouvelle série de mesures organisant les conflits armés. La campagne militaire des Etats-Unis en Afghanistan a initié le processus qui devra changer le système qui régit les conflits armés. A l'avenir d'autres Etats n'hésiteront pas à faire référence au précédent américain, ce qui à la longue donnera lieu à un changement du droit des conflits armes.

SAMENVATTING

Het recht der gewapende conflicten is aanzienlijk veranderd ten gevolge van de aanvallen van 11 september en de reactie van de V.S. hierop. Dit artikel behandelt de juridische aspecten en de gevolgen van deze verandering.

Het recht der gewapende conflicten is ingedeeld in twee categorieën : de bepalingen met betrekking tot het recht van oorlog (*ius ad bellum*) en de bepalingen die het gedrag tijdens de oorlog omschrijven (*ius in bello*). Volgens het internationaal recht is de mogelijkheid om de oorlog te verklaren steeds voorbehouden geweest aan Staten. Het recht der gewapende conflicten kent datzelfde voorrecht echter niet toe aan de internationale actoren die geen Staat zijn. Ten tijde van de dekolonisatie hebben de bevrijdingsbewegingen in beperkte mate het recht gehad om de oorlog te verklaren en genoten zij de bescherming van de Geneefse conventies van 1949. Doch sedert het einde van de kolonisatie aarzelt de internationale gemeenschap om dit voorrecht aan andere, niet-staatelijke internationale actoren toe te kennen.

Doorheen de geschiedenis van het Statensysteem werden talrijke initiatieven gelanceerd om dit Staatelijke recht om de oorlog te verklaren te verminderen, doch deze initiatieven faalden. De Volkerenbond trachtte eens om een verplichte wachttijd van zes maanden in te lassen alvorens Staten de oorlog mochten verklaren, doch dit heeft de oorlogen niet tegengehouden. Die regel is trouwens opgeheven nadat verschillende Staten de regel hadden miskend en toch de oorlog aan hun buurlanden hadden verklaard.

Het meest noemenswaardige initiatief om de oorlog te vermijden kwam er door het Handvest van de V.N. Artikel 2 (4) van het Handvest verbiedt elke dreiging met en elk gebruik van geweld in internationale betrekkingen dat erop voorzien is om de politieke onafhankelijkheid of de territoriale integriteit van andere Staten te schenden alsook elk gebruik van geweld dat niet strookt met de doelstellingen van de V.N. Het handvest voorziet slechts twee uitzonderingen op dit verbod op het gebruik van geweld : artikel 51 dat aan de Staten het onafneembare recht toekent om zich te verdedigen in geval van gewapende aanval en hoofdstuk VII dat de Veiligheidsraad machtigt om collectieve maatregelen te treffen met het oog op het herstel van de vrede en de veiligheid in de internationale gemeenschap.

Het stelsel van het Handvest is het meest aangewezen inzake het gebruik van geweld. Het regelt evenwel enkel de verhoudingen tussen de Staten en niet deze met terroristische organisaties of met andere internationale actoren die geen Staat uitmaken. Het Handvest geeft Staten het recht om zich te verdedigen tegen een gewapende aanval maar beschrijft niet wat moet worden aanzien als gewapende aanval noch van wie die moet uitgaan opdat de Staten hun recht op verdediging zouden mogen uitoefenen. Doordat het Handvest enkel de interstatelijke verhoudingen regelt, mag impliciet worden verstaan dat zij de Staten niet verbiedt om zich te verdedigen tegen aanvallen door terroristische groeperingen of rebellen. Dat is nu wat er gebeurt sinds de aanval van 11 september tegen de V.S.

Na de aanvallen van 11 september werden zij veroordeeld door de Veiligheidsraad, die het recht op verdediging van de Staten herbevestigde. De Veiligheidsraad heeft ook verklaard dat elke terroristische aanslag de vrede en de internationale veiligheid bedreigt ; en tegelijk legde de V-Raad economische sancties op tegen Al-Qaeda en riep hij alle Staten ter wereld op om maatregelen te treffen teneinde te verhinderen dat hun grondgebied gebruikt zou worden om terroristische aanslagen te beramen. De V-Raad heeft evenwel niet gespecificeerd of de terroristische aanslagen tegen de V.S. gewapende aanvallen waren in de zin van artikel 51 van het Handvest noch heeft hij uitdrukkelijk het recht erkend van de V.S. om zich te verdedigen

Onmiddellijk na de aanslagen heeft president Bush verklaard dat de V.S. tegenover een oorlogsdaad stonden en daardoor het recht hadden om zich te verdedigen. De V.S. verwachtten zich aan solidariteit vanuit de NAVO en van de O.A.S. Beide organisaties erkenden de gebeurtenissen van 11 september eveneens als een gewapende aanval en stelden als zodanig hun wederkerige defensie-bijstand voorop, conform hun verdragen, en stelden dat zij de militaire acties van de V.S. om zich te verdedigen zouden steunen. Ook andere landen namen stelling in pro V.S.

Een maand na de aanslagen lanceerden de V.S. en enkele andere landen een militaire campagne tegen de Taliban in Afghanistan. De V.S. hadden niet vooraf de toestemming van de V-Raad gevraagd, maar conform de verplichtingen van het Handvest hebben zij de V-Raad ingelicht van hun actie, die zij verrechtvaardigden als een verdedigingsdaad volgens artikel 51 van het Handvest. De V-Raad heeft geen resolutie aangenomen die het optreden van de V.S. goed- of afkeurde, maar de Voorzitter van de V-Raad legde wel een verklaring af waarin hij de actie van de V.S. steunde.

De terroristische aanval van 11 september en de maatregelen van de V.S. die erop volgden stellen de regeling van het Handvest in vraag en doen de vraag rijzen nopens de wenselijkheid van een nieuwe reglementering inzake gewapende conflicten. Zulke nieuwe reglementering zou dan rekening moeten houden met alle veranderingen inzake veiligheid op internationaal vlak en met het gevaar van internationale niet-staatelijke actoren, zoals terroristische organisaties. De bestaande regeling van de V.N. werd aangenomen toen de Staten nog het monopolie van het geweld hadden en uitsluitend interstatelijke relaties als internationale relaties werden omschreven. Het einde van de Koude Oorlog heeft een nieuwe stap ingeluid op het vlak van de internationale politiek en heeft geleid tot een nieuw model van internationale veiligheid. Dit nieuwe veiligheidsmodel noodzaakt een nieuwe reeks maatregelen om de gewapende conflicten te reguleren. De militaire operatie van de V.S. in Afghanistan heeft het proces in gang getrokken dat de reglementering van de gewapende conflicten moet veranderen. Voortaan zullen ook andere Staten verwijzen naar het Amerikaans precedent, wat op termijn tot de wijziging van de regulering van de gewapende conflicten zal leiden.

SUMMARY

The laws of armed conflict were fundamentally transformed as a result of the September 11th terrorist attacks and the United States response. This article addresses the legal issues surrounding this change and its implications.

The laws of armed conflict are divided into two categories: the laws regulating resort to war: *jus ad bello*; and the laws regulating conduct in war: *jus en bello*. The right to go to war under international law has traditionally been reserved for states. Hence, the laws governing armed conflicts do not extend similar rights to non-state actors. Only states can legally declare war under international law. During the decolonization era liberation movements were granted limited rights to wage war and were granted protection under the Geneva Conventions of 1949. However, since the end of colonialism the international community has hesitated to extend similar rights to other non-state actors.

Throughout the history of the states system there has been numerous attempts to curtail the discretionary right of states to initiate war. However, all such efforts have had limited success. The League of Nations imposed a six-month cooling off period on states before they could go to war, but it did not outlaw war. The League of Nations regime was abandoned after several states ignored its rule and went to war against their neighbors. The most far-reaching attempt to prevent war came with the signing of the United Nations Charter. Article 2 (4) of the Charter prohibits the threat or use of force in international relations against the political independence or territorial integrity of states, or in any other manner inconsistent with the purpose of the United Nations. The Charter makes only two exceptions to the ban on the use of force: Article 51, which recognizes a state inherent right to self defense if an armed attack occurs; and Chapter VII, which authorizes the Security Council to take collective enforcement measures to restore international peace and security.

The Charter regime is the most comprehensive attempt at regulating the use of force. However, the Charter regime regulates relations only among states, not terrorist organizations or other non-state actors. The Charter regime gives states the right to self defense if an armed attack occurs, but it does not define what constitutes an "armed attack," or who should initiate the armed attack in order for states to exercise their right of self defense. Since the Charter only regulates relations between states, it is assumed that the Charter regime does not prevent states from resorting to self-help measures against terrorist groups or rebel organizations. This issue was put to the test after the September 11th terrorist attacks on the United States.

Following the September 11th attacks on the United States, the Security Council condemned the attacks and affirmed the right of states to self-defense. The Security Council also determined that all acts of terrorism threaten international peace and security and it imposed economic sanctions on the al Qaeda organization and it called on all states to take steps to prevent terrorists from operation from their territory. The Security Council did not determine that the terrorist attacks on the United States were an armed attack in the context of Article 51, and it did not recognize specifically the United States right to self-defense.

Immediately following the attacks, President Bush labeled it an act of war and said that the United States reserved the right to self-defense. The United States position was support by NATO countries and the Organization of American States. Both organizations declared the attacks as an armed attack and invoked the mutual defense provisions of their respective treaties to support any military attack the United States initiates in self-

One month after the attacks the United States and a number other states began a military campaign against the Taliban regime of Afghanistan. The United States did not seek Security Council authorization before launching its military campaign against Afghanistan, but consistent with its obligations under the Charter, the United States informed the Security Council of its action, which it justified as self-defense under Article 51. The Security Council did not adopt a new resolution to support or condemn the United States action. However, the President of the Security Council issued a statement in support of the United States action.

The September 11th terrorist attacks and the subsequent American military measures call into question the relevance of the United Nations Charter regime and the need for new rules to regulate armed conflicts. The new regime would take into consideration the changed international security environment and the danger pose by non-state actors, particularly terrorist organizations. The United Nations regime governing armed conflicts was adopted at a time when states had a monopoly over the use of force, and international relations was narrowly construed as relations among states. The end of the Cold War ushered in a new era in world politics and give rise to a new security paradigm. This new security paradigm requires a new set of rules to regulate armed conflicts. The United States military campaign in Afghanistan began a process that will ultimately change the regime governing armed conflicts. In the future other states will not hesitate to invoke the American precedent, and that will eventually lead to a change in the rules governing armed conflict.

ZUSAMMENFASSUNG

Das Kriegsrecht wurde durch die Terroristenangriffe vom 11. September und durch die Antwort darauf seitens der Vereinigten Staaten grundsätzlich veraendert.

Das Kriegsrecht besteht in zwei Kategorien: das Recht Krieg zu fuehren; ius ad bellum, und das Recht hinsichtlich des Verhaltens im Krieg; ius in bello. Das Recht Krieg zu fuehren wurde unter internationalem Recht traditionsghemaess den Staaten vorbehalten. Deshalb erstreckt sich das Kriegsrecht nicht auf nicht-staatliche Agenten. Nur Staaten koennen unter internationalem Recht gesetzeshemaess Kriege erklaren. Waehrend der Ara der Entkolonisierung wurden Freiheitsbewegungen begrenzte Rechte Krieg zu fuehren eingeraeumt und standen somit unter der Genfer Konvention von 1949.

Waehrend der Geschichte der Staatssysteme gab es zahlreiche Versuche, das unumschraenkte Recht der Staaten Kriege zu erklaren, einzudaemmen. Alle derartige Anstrengungen hatten nur begrenzten Erfolg. Die Liga der Nationen schrieb den Staaten eine Entspannungsperiode von sechs Monaten vor ehe sie Kampfhandlungen beginnen koennten, aber sie erklarte nicht die Ungesetzlichkeit Krieg zu fuehren. Die Kriegsordnung der Liga der Nationen wurden aufgegeben nachdem mehrere Staaten die Verordnung der Liga missachteten und ihre Nachbarn angriffen.

Die Annahme der Verfassung der Vereinten Nationen seitens der Unterzeichnenden stellte den weitesten Versuch zur Vermeidung von Kriegen dar. Artikel Nr. 2 (4) dieser Verfassung verbietet die Androhung oder den Gebrauch von Gewalt auf internationaler Ebene gegen die politische Unabhängigkeit oder die territoriale Integrität der Staaten, oder in irgendeiner Weise Art im Widerspruch mit dem Beschlussen der Vereinten Nationen. Diese Verfassung kennt nur zwei Ausnahmen zum Verbot der Gewaltanwendung: Artikel 51, der jedem Staat das Recht zur Selbstverteidigung gegen einen bewaffneten Angriff anerkennt, und Kapitel VII, welches den Sicherheitsrat bevollmaechtigt, gemeinsame Massnahmen zur Wiederherstellung des internationalen Friedens und der Sicherheit zu unternehmen.

Das von der Verfassung der Vereinten Nationen aufgestellte Regime ist der weitgehendste Versuch, den Gebrauch von Gewalt zu regulieren. Dieses Regime jedoch reguliert nur die Beziehungen der Staaten miteinander, nicht aber die Organisationen von Terroristen oder anderen nicht-staatlichen Agenten. Es gibt zwar den Staaten das Recht zur Selbstverteidigung im Falle eines bewaffneten Angriffs, aber es definiert nicht den Sinn des Begriffs "bewaffneter Angriff", noch wer zum bewaffneten Angreifer wird, sodass die Staaten sich auf das Recht zur Selbstverteidigung berufen koennten. Da die Verfassung nur die zwischenstaatlichen Beziehungen reguliert, wird angenommen, dass sie die Staaten nicht davon abhaelt, zu Methoden der Selbsthilfe gegen Terroristen oder Rebellen zu greifen. Diese Annahme wurde zum Testfall bei dem Terroristen-Angriff des 11. Septembers gegen die Vereinigten Staaten.

Nach den Angriffen vom 11. September gegen die Vereinigten Staaten verdammt der Sicherheitsrat die Angriffe und bestaetigte das Selbstverteidigungsrecht der Staaten. Der Sicherheitsrat beschloss auch, dass alle Terrorhandlungen den internationalen Frieden und die internationale Sicherheit bedrohen, und er belegte die Al Qaeda Organisation, mit wirtschaftlichen Sanktionen. Er rief auch alle Staaten auf, Schritte zu unternehmen, um zu verhindern, dass die Terroristen von Stuetzpunkten in ihren Laendern operieren koennen. Der Sicherheitsrat hat nicht beschlossen, dass die Terroristenangriffe gegen die Vereinigten Staaten ein bewaffneter Angriff im Sinne vom Artikel 51 waren, und er hat nicht spezifisch das Selbstverteidigungsrecht der Vereinigten Staaten in diesem Fall anerkannt.

Unmittelbar nach den Angriffen bezeichnete Præsident Bush dieselben eine Kriegshandlung und erklærte, die Vereinigten Staaten haetten das Recht zur Selbstverteidigung. Diese Stellung der Vereinigten Staaten wurde von den Nato-Laendern und der Organisation der Amerikanischen Staaten unterstuetzt. Beide bezeichneten diese Angriffe als Kriegshandlungen und bezogen sich auf die gegenseitigen Verteidigungsabkommen in ihren respektiven Vertraegen, um jede moegliche militaerische Aktion seitens der Vereinigten Staaten zu unterstuetzen. Eine Anzahl anderer Staaten stellten sich auch auf die Seite der Vereinigten Staaten. Ein Monat nach den Angriffen begannen die Vereinigten Staaten und eine Anzahl anderer Laender einen Feldzug gegen das Talibanregime in Afghanistan. Die Vereinigten Staaten suchten nicht die Bevollmaechtigung dafuer vom Sicherheitsrat, jedoch im Einklang mit ihrer Verpflichtung unter der Verfassung der Vereinten Nationen informierten sie den Sicherheitsrat ueber ihre Handlung, welche die Vereinigten Staaten als gemaess den Artikel 51 rechtfertigte. Der Sicherheitsrat verabschiedete keinen neuen Bescheid weder zur Unterstuetzung noch zur Verurteilung der von den Vereinigten Staaten unternommenen Massnahmen. Der Præsident des Sicherheitsrates veroeffentlichte eine Erklaerung in Unterstuetzung der von den Vereinigten Staaten geplanten Handlungen.

Die Terroristenangriffe und die darauffolgenden militaerischen Massnahmen der Vereinigten Staaten stellen die Relevanz des von der Verfassung der Vereinten Nationen aufgestellten Verfahrens in Frage und bringen die Notwendigkeit neuer Regelungen fuer bewaffnete Konflikte ans Licht. Dieses neue Verfahren wuerde das veraenderte internationale Sicherheitsmilieu und die Bedrohung seitens nichtstaatlichen Agenten, insbesondere Terrororganisationen, in Betracht ziehen. Das von den Vereinten Nationen aufgestellte Verfahren hinsichtlich von Kriegshandlungen wurde adoptiert zu einer Zeit, als die Staaten noch das Monopol hatten im Gebrauch bewaffneter Gewalt, und als die internationale Beziehungen eng definiert waren als zwischenstaatliche Beziehungen. Das Ende des "Kalten Krieges" brachte eine neue Aera der Weltpolitik zusammen mit der Notwendigkeit fuer ein neues Sicherheitssystem.

Diese neue Sicherheitssystem macht neue Richtlinien zur Regelung von bewaffneten Konflikten notwendig. Der Feldzug der Vereinigten Staaten in Afghanistan hat einen Prozess begonnen, der letztlich zur Veraenderung der Regeln hinsichtlich bewaffneter Konflikte fuehren wird. In der Zukunft werden andere Laender nicht zoenern den Amerikanischen Praezedenzfall anzurufen, ein Ereignis, welches dann auch spaeter zu einer Aenderung der Regeln bewaffneter Konfblikte fuehren wird.

RESUMEN

Las leyes que rigen los conflictos armados sufrieron un cambio fundamental a consecuencia de los ataques terroristas del 11 de setiembre y la consiguiente respuesta de EE.UU. Este artículo analiza los aspectos legales de ese cambio y sus consecuencias.

Las leyes de conflictos armados están divididas en dos categorías: las leyes que regulan el recurso a la guerra: *jus ad bello*; y las leyes que regulan el comportamiento durante la guerra: *jus en bello*. Bajo el derecho internacional, el derecho de ir a la guerra ha sido tradicionalmente reservado a los estados. Sin embargo, las leyes que regulan los conflictos armados no conceden los mismos derechos a los actores que no son estados. Sólo los estados pueden legalmente declarar la guerra bajo el derecho internacional. Durante la época de la descolonización, se concedió unos derechos limitados a los movimientos de liberación para declarar la guerra al tiempo se les daba protección bajo la Convención de Ginebra de 1949. Sin embargo, desde que finalizó el colonialismo, la comunidad internacional ha dudado en conceder los mismos derechos a otros actores no estatales.

A lo largo de la historia del sistema de estados, ha habido numerosos intentos para recortar el derecho el discrecional de los estados para empezar una guerra. Sin embargo, todos esos esfuerzos ha tenido poco éxito. La Liga de Naciones impuso un período reflexión de seis meses a los estados antes de que pudieran ir a la guerra, pero no declaró la guerra como un acto ilegal. El regimen de la Liga de Naciones fue abandonado después de que varios estados ignoraran sus normas y fueran a la guerra contra sus vecinos.

El intento de prevención de la guerra de mayor alcance es el recogido en la carta de las Naciones Unidas. El artículo 2 (4) de la Carta prohíbe el uso de la amenaza o de la fuerza contra la independencia política o la integridad territorial de los estados en las relaciones internacionales, o cualquier otro acto contrario al objetivo de la ONU. La Carta recoge sólo dos excepciones en la prohibición en el uso de la fuerza. El artículo 51, reconoce el derecho inherente de los estados a la defensa propia si fueran atacados, y el Capítulo VII, autoriza al Consejo de Seguridad a tomar medidas colectivas para restaurar la paz y la seguridad internacional.

El regimen de la carta es el intento más comprensivo de regular el uso de la fuerza. Sin embargo el regimen de la carta sólo regula las relaciones entre estados, no contempla las organizaciones terroristas ni a las entidades no estatales. El regimen de la Carta reconoce a los estados el derecho a la defensa propia si sufrieran un ataque armado, pero no define lo que es "un ataque armado", ni quien sería el atacante para que los estados ejercieran su derecho a la defensa propia. Como la Carta sólo regula las relaciones entre estados, se presume que el regimen de la Carta no impide que los estados recurran a medidas de ayuda propia contra los grupos terroristas u organizaciones rebeldes. Este asunto fue puesto a prueba desde los atentados terroristas del 11 de setiembre contra EE.UU.

El Consejo de Seguridad condenó los atentados y afirmó el derecho a la defensa propia. El Consejo de Seguridad también determinó que todos los actos terroristas amenazan la paz y la seguridad internacional e impuso sanciones económicas a la organización Al Qaeda e hizo un llamamiento a todos los estados a que tomaran medidas para impedir que los terroristas operaran desde sus territorios. El Consejo de Seguridad no determinó que los atentados terroristas contra EE.UU. fueran un ataque armado dentro del contexto del Artículo 51, y tampoco reconoció específicamente a EE.UU. el derecho a la defensa propia.

Inmediatamente después de los atentados, el presidente Bush consideró los mismos como un acto de guerra y declaró que EE.UU. se reservaba el derecho a la defensa propia. La postura de EE.UU. fue apoyada por los países miembros de la OTAN y de la Organización de Estados Americanos. Ambas organizaciones consideraron que los atentados como un ataque armado e invocaron los mecanismos de defensa mutua en los tratados respectivos para apoyar cualquier acción militar iniciada por EE.UU. como defensa propia. Muchos países se pusieron del lado de los EE.UU.

Un mes después de los atentados, EE.UU. y otros países iniciaron una campaña militar contra el regimen Talibán de Afganistán. EE.UU. no solicitó la autorización del Consejo de Seguridad antes de emprender su campaña militar contra Afganistán, pero en base a sus obligaciones bajo la Carta, EE.UU. informó al Consejo de Seguridad de su acción justificándola como defensa propia bajo el Artículo 51. El Consejo de Seguridad no adoptó una nueva resolución para apoyar o condenar la acción de EE.UU. Sin embargo, el presidente del Consejo de Seguridad hizo una declaración de apoyo a la acción de EE.UU.

Los atentados del 11 de setiembre y las consiguientes medidas militares americanas ponen en tela de juicio la relevancia del regimen de la Carta de las Naciones Unidas y la necesidad de unas nuevas normas que regulen los conflictos armados. El nuevo regimen tomaría en consideración el cambio del entorno de seguridad internacional y el peligro planteado los actores no estatales, y particularmente por las organizaciones terroristas. El regimen de las Naciones Unidas sobre conflictos armados fue adoptado en una época durante la cual los estados tenían el monopolio sobre el uso de la fuerza, y las relaciones internacionales se entendían como relaciones entre estados. El final de la guerra fría inauguró una nueva era en la política mundial y dio lugar a un nuevo paradigma de seguridad. Este nuevo paradigma de seguridad requiere una nueva serie de normas para regular los conflictos armados. La campana militar de EE.UU. en Afganistán inició un proceso que cambiará, en última instancia, el regimen que regula los conflictos armados. En el futuro, otros estados no vacilarán en invocar el precedente americano, lo cual llevará a un cambio en las normas sobre conflictos armados.

RIASSUNTO

Diritto degli conflitti armati sono stati cambiati fondatamente come il risultato degli attacchi terroristici del 11 Settembre e della risposta dei Stati Uniti. Questo articolo tratta del cambiamento del diritto e della sua implicazione.

Diritto degli conflitti armati è diviso in 2 categorie: il diritto che disciplina competenza per la guerra: *ius ad bello*; ed il diritto che disciplina la conduzione della guerra: *ius in bello*. Il diritto della conduzione della guerra è sotto il diritto internazionale riservato ai stati. Il diritto che disciplina gli conflitti armati non estende i diritti simili agli attori non-statali. Soltanto i stati possono dichiarare la guerra secondo il diritto internazionale. Durante decolonizzazione erano anche i movimenti della liberalizzazione soggetti con diritti limitati alla conduzione della guerra e sotto la Convenzione di Ginevra del 1949. Dopo il fine della colonizzazione la comunità internazionale ha rifiutato di estendere diritti simili ai attori non-statali.

Nella storia del sistema dei stati possiamo trovare numerose prove di restringere il diritto dei stati di iniziare la guerra. Ma tutte le aspirazioni avevano successo limitato. La Società delle Nazioni imposti il periodo di 6 mesi del refrigeramento prima di entrare nella guerra, questo non ha significato che la guerra fosse abusiva. Il regime della Società delle Nazioni era abbandonata dopo di che i stati ignoravano il regime ed entravano nelle guerre coi vicini lo stesso.

Il più effettivo tentativo di prevenire la guerra è stata la firma della Carta delle Nazioni Unite. Articolo 2(4) della Carta proibisce uso della forza nei rapporti internazionali contro la indipendenza politica o la integrità territoriale dei stati, o in altri casi incompatibili con lo scopo dell'ONU. La Carta fa soltanto due eccezioni: articolo 51 diritto della autodifesa se il attacco armato sopravviene; e Capitolo VII che autorizza il Conciglio della Sicurezza di assumere i mezzi collettivi forzati per restore pace internazionale e sicurezza.

Regime della Carta è il più esteso tentativo di regolare l'uso della forza. Anche se la Carta disciplini soltanto rapporti tra i stati e non con le organizzazioni terroristiche o altri attori non-statali. La Carta donna ai stati il diritto della autodifesa se l'attacco armato sopravviene ma non definisce che costituischi il „attacco armato” o chi debba iniziare l'attacco per dar la possibilità ai stati di esercitare il diritto di autodifesa. Perché la Carta disciplina soltanto i rapporti tra i stati, si supponga che gli stati non possano evocare la autodifesa contro gli attacchi dei terroristi o organizzazioni dei ribelli. Questa domanda ha messo gli Stati Uniti all'esame dopo gli attacchi terroristici del 11 Settembre.

Dopo il 11 Settembre, Stati Uniti e Consiglio di Sicurezza, hanno condannato gli attacchi e hanno affermato il diritto del stato alla autodifesa. Consiglio della Sicurezza ha determinato che gli attacchi terroristici minacciavano il pace internazionale e la sicurezza ed ha imposto sanzioni economiche al al-Qaeda ed ha chiesto i stati di assumere tutti i passi per prevenire le operazioni dei terroristi nelle loro territori. Consiglio di Sicurezza non ha determinato che l'attacco terroristico fosse attacco armato secondo articolo 51 ed anche non ha concesso il diritto della autodifesa specialmente ai Stati Uniti.

Subito dopo gli attacchi, Presidente Bush l'ha marcato come il ato della guerra e ha annunciato il diritto dei Stati Uniti della autodifesa. Posizione degli Stati Uniti era sopportata dagli paesi dell'OTAN ed Organizzazione degli Stati americani. Entrambe organizzazioni hanno dichiarato l'attacco come l'attacco armato e hanno provocato la provisione della sicurezza mutuale dai accordi per sopportare le iniziative della autodifesa degli Stati Uniti.

Dopo un mese Stati Uniti e gli altri stati hanno iniziato la campagna militare contro il regime del Taliban in Afghanistan. Stati Uniti non cercavano d'avere l'autorizzazione del Consiglio di Sicurezza, prima di iniziare la campagna militare ma in accordo con la Carta, gli Stati Uniti hanno annunciato la campagna al Consiglio di Sicurezza. Il Consiglio di Sicurezza non ha assunto nessuna nuova risoluzione per sopportare o condannare la azione degli Stati Uniti. Più il Presidente del Consiglio ha emanato la notizia in cui sopportava la azione degli Stati Uniti.

Attacchi terroristici dell 11 Settembre e consecutivi mezzi militari hanno messo in questione del regime della Carta e bisogno per nuova disciplina dei conflitti armati. Il nuovo regime dovrebbe prendere in considerazione cambiamento della sicurezza internazionale ed il pericolo dagli attori non-statali, specialmente organizzazioni terroristici. Regime dei conflitti armati era adottato nel quando gli stati avevano monopolio sopra uso della forza, relazioni internazionali erano contruiti nei rapporti tra gli stati. Campagna militare in Afghanistan ha iniziato processo che cambi regime che disciplina conflitti armati. Nel futuro i stati non dovrebbero avere paura di conseguire il precedente americano e contribuire in eventuale cambiamento delle regole delli conflitti armati.